

McGill Daily français

MERCREDI 17 OCTOBRE 1995 VOL. 85, NO. 816

On se brosse les dents depuis 1977

Programme d'assurance-santé

Dilemme maladif

L'AEUM laisse le programme d'assurance-santé au choix du peuple

NOUVELLE
Jean-Sébastien Jetté

PHOTO
Cameron Booth

Le programme d'assurance-santé de l'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM), instauré en 1992, provoque actuellement de sérieux maux de tête à l'exécutif mcgillois. Depuis l'an passé, le coût des réclamations auprès de la compagnie d'assurance Seaboard Life a grimpé de façon quasi-exponentielle et remet sérieusement en question la couverture du programme d'assurance-santé de l'AEUM.

De 1992 à 1994, les montants payés par la population étudiante au programme d'assurance-santé étaient largement plus importants que ceux déboursés par la Seaboard Life. En 1995, afin de remédier à cette situation, le conseil de l'AEUM a proposé une réforme des règles concernant la couverture. En plus d'augmenter l'éventail des médicaments couverts et le pourcentage remboursable sous le programme, l'assurance-santé de l'AEUM utilise maintenant une méthode de remboursement direct.

Plutôt que d'employer la méthode traditionnelle, soit garder le reçu et le poster à la compagnie d'assurance en vue d'un remboursement, l'AEUM a adopté une technique d'avant-garde, le « Pay direct card ». La simple présentation de la carte étudiante à la pharmacie donne maintenant automatiquement droit au rabais.

Depuis la mise en place de cette méthode de paiement, les réclamations ont augmenté de 300% en moins de 4 mois. La population étudiante préfère le programme d'assurance-santé de l'association étudiante à celle de ses parents.

Lors du dernier conseil de l'AEUM, Kelly Remai, le vice-président aux finances, a peint un portrait plutôt sombre de la situation financière du programme. Avec la hausse des récla-

mations au début de l'année, le programme d'assurance-santé de l'AEUM n'est tout simplement plus rentable pour Seaboard Life. La compagnie a donc fait des pressions auprès de l'AEUM pour qu'elle revoie son programme d'assurance-santé.

Lors du prochain référendum, qui se tiendra les 23, 24 et 25 octobre, l'AEUM compte proposer plusieurs options à la population étudiante pour apporter des changements au programme.

Dans un autre ordre d'idées, Chris Carter, représentant des clubs à l'AEUM, voit dans cette réforme un acte déloyal de la part de la compagnie d'assurance. « Dans le passé, ils ont encaissé beaucoup d'argent sur le dos des étudiants et c'était correct. Maintenant qu'ils déclarent un manque à gagner, ce n'est plus correct et Seaboard exige un changement à l'entente signée avec l'AEUM ». Monsieur Carter croit même qu'il s'agirait d'une pratique douteuse



Opinions des responsables

Sur l'issue de la question, Monsieur Remai croit que le programme de santé devrait garder les avantages actuels. « Près de 25% des étudiants utilisent couramment le programme, autant pour les médicaments prescrits que pour les pilules contraceptives », remarque Kelly Remai. Selon lui, il est primordial de maintenir la couverture actuelle, quitte à faire payer davantage la population étudiante.

« Le plan de santé est très avantageux pour les étudiants, compte tenu de son prix. Mais c'est à eux de choisir s'ils augmenteront ou non leur cotisation », soutient Helena Myers, présidente de l'AEUM. Celle-ci insiste cependant sur le fait que cette réforme a été exigée par le contracteur, Seaboard Life, qui ne trouvait plus son compte dans ce dossier.

pouvant probablement être portée devant les tribunaux. « Faute de fonds, l'AEUM aurait fait faillite si elle avait entamé des poursuites. Donc les exécutifs ont accepté la demande de la compagnie », admet Chris Carter.

Pour rétablir l'équilibre budgétaire, plusieurs options ont été étudiées. Outre celle adoptée par le conseil d'augmenter les coûts exigés per capita, il y a aussi la possibilité du retour à l'ancien système de remboursement par la poste. Malgré l'économie substantielle qui pourrait découler d'un retour à l'ancien système, cette procédure ne serait apparemment pas avantageuse. « La carte simplifiée de beaucoup l'utilisation de l'assurance santé. Elle est un atout qu'on ne peut se permettre de perdre », affirme Kelly Remai. □

États-Généraux sur l'éducation

L'AEUM présente son mémoire

La commandite et une taxe graduelle sont proposées.

NOUVELLE
Frédéric Laurin

Dans son mémoire présenté aux États-Généraux sur l'éducation la semaine dernière, l'AEUM souhaite augmenter l'accessibilité aux études universitaires en réduisant, entre autres, les barrières tarifaires. L'association étudiante propose, de plus, l'instauration d'une taxe post-universitaire et souhaite une plus grande collaboration entre les universités.

L'AEUM favorise un regel des frais de scolarité, malgré la crise des finances publiques. « Les frais de scolarité des universités québécoises sont moins élevés que la moyenne canadienne parce que la société québécoise a davantage mis l'emphase sur le principe d'accessibilité à l'éducation » justifie le mémoire. Pour l'AEUM, l'accessibilité est un principe « intrinsèquement lié à celui de la mobilité sociale ». Mais cela ne signifie pas un désengagement financier des étudiants. Ainsi, l'AEUM propose une série de solutions au sous-financement universitaire.

Tout d'abord, l'AEUM suggère l'instauration d'une taxe graduelle post-universitaire, au lieu d'augmenter le fardeau financier des étudiants pendant leurs études.

« Dans l'éventualité où il serait nécessaire d'augmenter leur contribution financière [des étudiants], nous espérons qu'une telle action se fasse par le biais de mesures ne contrevenant pas au principe d'accessibilité à l'éducation », note le mémoire. Malheureusement, on n'y explique pas davantage le concept de la taxe graduelle ni son fonctionnement.

L'AEUM révoque l'instauration d'une « taxe aveugle » aux entreprises, déjà engagées dans des programmes de formation et de stages. L'association étudiante favorise ainsi la commandite des universités par des engagements financiers des entreprises. « De tels engagements devraient toutefois respecter des paramètres académiques et l'intégrité de chaque université » précise l'AEUM.

Le mémoire demande aussi au gouvernement du Québec de continuer à soutenir le système de prêts et bourses, en espérant cependant que le ratio du pourcentage de subventions accordées sur le pourcentage de prêts accordés soit augmenté. L'AEUM souligne « qu'il est impensable que des étudiant-es rejetés du soutien financier de leurs parents deviennent non-éligibles à

Suite en page six

McGill souverainiste ?

BRÈVE
Tristan-E. Landry

Les souverainistes de McGill pourront maintenant compter sur un nouvel organisme pour clamer tout haut leur opinion. Le comité de McGill pour un OUI populaire a tenu sa première réunion vendredi dernier et milite déjà activement sur le campus.

Ce groupe d'indépendantistes compte faire contrepoids au vote majoritairement fédéraliste de la communauté mcgilloise. En plus d'organiser un forum non-partisan, le comité entend défendre la souveraineté « comme un outil pour travailler dans le sens du progrès social. »

« Le but du comité est de susciter un débat constructif sur la question référendaire en montrant qu'il y a des souverainistes à McGill. L'objectif n'est pas de partir en chicane contre le camp du NON, mais plutôt de démontrer qu'il existe une autre solution aux problèmes constitutionnels et sociaux », soutient l'un des membres fondateurs du comité. □

Des professeurs
chercheurs
chevronnés
qui partagent
leur savoir

Des programmes
de formation
adaptés aux
nouveaux besoins

Des programmes
importants
de bourses et de
soutien financier

Une université
complète
dans un milieu
stimulant

Des liens
étroits avec
l'entreprise privée
et le marché
du travail



LE SAVOIR DU MONDE
PASSE PAR ICI

POURQUOI CHOISIR LA VILLE DE QUÉBEC ET L'UNIVERSITÉ LAVAL POUR VOS ÉTUDES DE 2^e ET 3^e CYCLES

Pour le savoir : (418) 656-2464 ou 1 800 561-0478



Faculté des
études supérieures

Renée Cloutier, professeure
Faculté des sciences de l'éducation
Dinh N. Nguyen, doyen
Faculté des études supérieures
Denis Bélanger, étudiant
Maîtrise en administration des affaires
Annik Delagrave, étudiante
Doctorat en génie civil
Bastien Bouchard, étudiant
Maîtrise en communication publique

Cité universitaire, Québec, Canada G1K 7P4

Télécopieur: (418) 656-3691 — Adresse électronique: fes@fes.ulaval.ca — <http://www.ulaval.ca>

Étudiants et Étudiantes de McGill
et Groupes Étudiants de McGill

Publiez votre publicité dans le

MCGILL DAILY



et

Gagnez un CD

gratuit*

*groupes alternatifs

Venez au local B-07
Du Centre Universitaire.
Demandez Boris ou Letty

*Offre de durée limitée.

PRIX DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE DE L'ACFAS 1996

PRIX BERNARD-BELLEAU

Ce prix est destiné à un étudiant ou une étudiante qui entame des études de doctorat dans le domaine de la santé et des produits pharmaceutiques. Il souligne les résultats des études de deuxième cycle et la qualité des projets de doctorat. Il est accompagné d'une somme de 2 500 \$.

Le prix est commandité par BioChem Pharma inc.

PRIX DESJARDINS D'EXCELLENCE POUR ÉTUDIANTS-CHERCHEURS

Ces trois prix sont destinés à des étudiants qui commencent leur maîtrise ou leur doctorat peu importe la discipline. Ils ont pour but de souligner l'excellence du dossier des lauréats pendant leurs études universitaires de premier ou de deuxième cycle et de les encourager à poursuivre une carrière en recherche. Ils comportent chacun une somme de 2 500 \$.

Les prix sont commandités par la Fondation Desjardins.

Les candidats doivent être de citoyenneté canadienne et avoir entamé leurs études de maîtrise ou de doctorat dans une institution universitaire reconnue, entre mai 1995 et avril 1996. Le mémoire ou la thèse devront être rédigés en français.

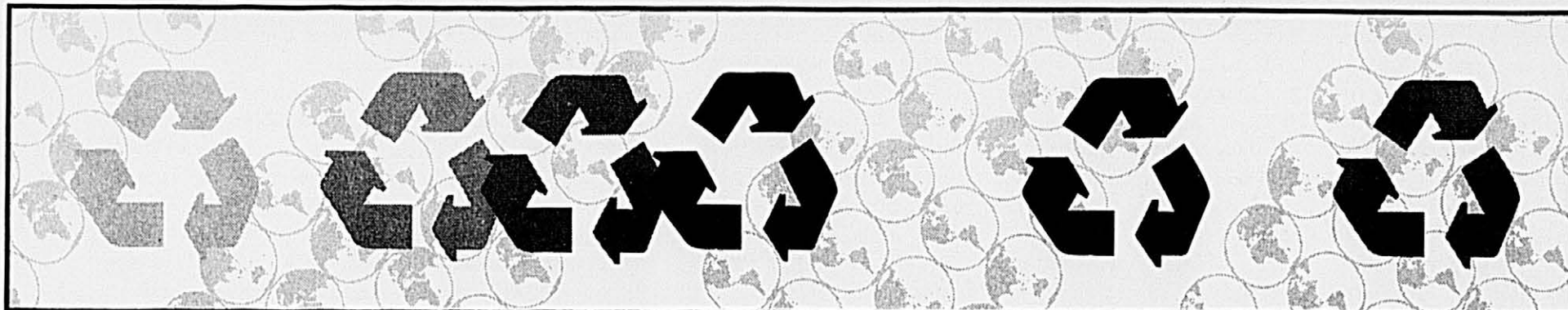
Renseignements et formulaire
de mise en candidature :

Prix de l'Acfas
425, rue De La Gauchetière Est
Montréal (Québec) H2L 2M7

Tél.: (514) 849-0045
Télec.: (514) 849-5558
Internet: prix@acfas.ca



Clôture du concours: vendredi 26 janvier 1996



McGill Daily français

Le McGill Daily français encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés - incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Daily n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal.

Imprimé par David Martin Development Inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press « CUP », de la Presse étudiante du Québec « PEQ », de Publi-Peq et de Campus Plus.

Imprimé sur du papier recyclé
à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

Le McGill Daily français

rédaction en chef

Atim León et Anne Caporal

rédaction nouvelles

Jean-François Corbett et Tristan-E. Landry

rédaction culture

Emmanuelle Latraverse

mise en page

Guillaume Perreault, Suzanne Bradley

Jean-François Corbett

correction

François Lizotte, Bertrand Ollé (Nlp),

Sandrine Simonnet, Kallina Pluta

Louma Attalah, Richard Henri

collaboration

Jean-Sébastien Jetté, Fred Mérand,

Frédéric Laurin, Marie-Violaine Boucher

Blanca Robichaud, Fabien Seyvet

Stéphane Lambert, Loïc Bernard

Marie-Louise Garlèpy, Joey Laplante

Le McGill Daily

coordination de la rédaction

M-J Milloy

coordination de la rédaction nouvelles

Robin Parelle

rédaction nouvelles

Anup Grewal, Jacqueline Reia

rédaction culture

Kevin Siu

dossiers

Idella Sturino

rédaction sciences

Derek Fung

direction de la photographie

David Ryther, Cameron Booth

mise en page

Klara Banaszak

agent de liaison

Ryan Fitzgerald

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedov et LITTLE MATTEO

photocomposition et publicité

Mark Brooker (merci Mark)

Rédaction

3480 McTavish, bur. B-03,
Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

Publicité

3480 McTavish, bur. B-07,
Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

Le McGill de l'an 2000 :

Shapiro voit petit.

NOUVELLE
Loïc Bernard

Après 175 ans d'existence, l'Université McGill veut évoluer. Affectée par les contraintes économiques des gouvernements provincial et fédéral d'une part et par l'incertitude sur l'avenir politique du Québec d'autre part, McGill craint pour son statut et sa valeur au sein d'un milieu en mutation.

Bernard Shapiro, recteur de l'université, voit l'avenir de McGill en danger et a proposé il y a un mois un projet, « Towards a New McGill : Some Preliminary Thoughts », qui nous mènerait vers un nouveau McGill. Parmi les difficultés qu'aura à surmonter l'Université, Monsieur Shapiro affirme que les coupures budgétaires gouvernementales auront l'effet le plus néfaste sur l'avenir de l'institution.

Selon lui, si l'Université poursuit sa politique actuelle, elle se verra obligée d'augmenter son effectif étudiant afin de combler le manque de ressources et de fonds monétaires attribués à McGill. L'encadrement des étudiants et étudiantes et la qualité de l'enseignement en subiront les conséquences.

Egalement, la diminution des fonds consacrés à la recherche au deuxième cycle entraînerait la réduction de l'effectif de recherche et une baisse du niveau et de la qualité de la recherche effectuée à McGill. Bernard Shapiro voit là une perte de prestige qui aurait un effet direct sur la réputation de McGill.

Notre recteur s'est donc permis de proposer un projet afin d'améliorer la qualité de l'enseignement offert. Parmi les points affectant directement le corps étudiant, Monsieur Shapiro propose de diminuer le nombre d'étudiants et étudiantes du premier cycle et faire en sorte qu'il soit égal à celui du second cycle. Les critères d'admissions seront rehaussés et il faudra être au moins bilingue pour rentrer à McGill.

Cette réduction de l'effectif étudiant permettra d'établir un ratio de 10 étudiants par professeur qui, selon le recteur, sera « un modèle pédagogique très motivant et excitant ». De plus, un esprit de groupe et de cohésion entre les élèves sera établi en leur faisant compléter une première année commune.

Une fois acceptés, les étudiants et étudiantes de McGill devront payer des frais de scolarité variant entre 10 000 et 15 000 dollars par année selon le département. Ce modèle n'est heureusement, comme le dit Monsieur Shapiro, « qu'une simple ébauche qui demande à être analysée en profondeur et à être retravaillée ».

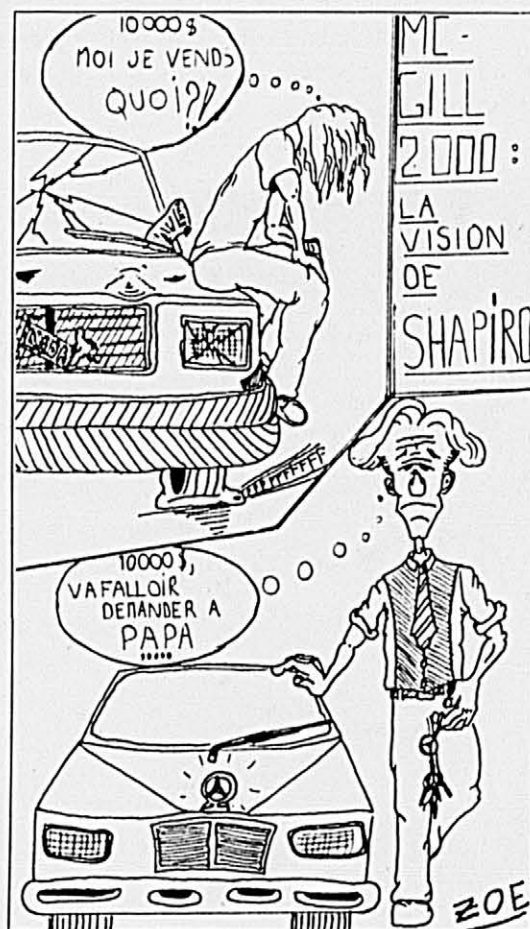
L'idée d'un nouveau McGill est un projet

qu'Helena Myers, présidente de l'AÉUM (Association des Étudiants de l'Université McGill), déclare « excitant mais à la fois très effrayant. Il est temps pour McGill de planifier son avenir. Si des changements appropriés sont effectués, McGill pourrait devenir une meilleure université ». Mais l'idée de faire payer 10 000 à 15 000 dollars par année au corps étudiant « n'est pas la solution au problème » rajoute Madame Myers.

De plus, Bernard Shapiro semble vouloir mettre l'emphase sur la recherche au second cycle afin d'élargir le rayonnement mondial de McGill, au détriment de l'enseignement au premier cycle dont la place sera minime.

Le gouvernement provincial commet une erreur en ne prêtant pas attention à l'enseignement, selon Helena Myers. Comme l'affirme celle-ci, « McGill par frustration contre le gouvernement risque de lui tourner le dos et privatiser l'Université comme Monsieur Shapiro semble vouloir le faire, ce qui donnerait à McGill une très mauvaise image ».

En ce qui concerne le corps étudiant de McGill, un tel changement serait « injuste pour ceux et celles qui voient McGill comme la meilleure institution d'enseignement supérieur et veulent y avoir accès » affirme une étudiante en art. L'augmentation des frais de scolarité n'attirerait « qu'une élite minoritaire ayant les moyens de se payer une éducation supérieure, rajoute-t-elle, tandis que le reste, formant la majorité, ira voir ailleurs ». Un étudiant en administration, pour sa part, croit que « la privatisation de McGill et les frais de plus de 10 000 dollars vont créer une élite intellectuelle non favorable au développement du Québec dans les prochaines années. »



Le Reste du Canada

ou un concept de l'imagination québécoise

OPINION
Tristan-E. Landry

La semaine dernière, le Premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a nommé Lucien Bouchard comme le négociateur officiel d'un Québec souverain avec le reste du Canada. « Monsieur Bouchard devrait permettre à un Québec souverain d'obtenir sa juste part à la table des négociations » se plaisait même à dire Jacques Parizeau à la suite de la nomination.

Le OUI n'est toutefois pas le seul à manipuler les réactions du reste du Canada face à un Québec souverain. Le camp du NON, depuis le début de la campagne, s'est fait un vilain plaisir à créer l'image d'un Canada intransigeant avec le Québec. « Il n'y aura pas de négociations » soutenait le ministre Paul Martin en début de campagne.

Le reste du Canada, sans le vouloir, se voit donc propulsé au coeur même

du débat référendaire et devient l'un des principaux cheval de bataille entre les deux partis.

Pourtant, les affirmations soutenues par les deux camps ont de quoi faire tourner les têtes des astrologues et des médiums de la province. Sur quelles données scientifiques se basent les tenants-es du OUI et du NON pour affirmer leurs opinions respectives en ce qui a trait à la position du reste du Canada ? Comment peuvent-ils spéculer sur les choix politiques ou les réactions d'un pays qui sera considérablement transformé par le départ du Québec ?

Vu du Québec, le reste du Canada s'est toujours présenté comme un bloc anglophone, linguistiquement uni, dont le porte-parole officiel se trouve à Ottawa. À la suite d'un référendum favorable aux souverainistes, la logique québécoise veut que les négociations soient entamées directement entre Ottawa et Québec.

Cette logique comporte cependant

une grande faille, Ottawa étant l'intermédiaire du Canada entier, le Québec y compris. Sans le Québec, Ottawa, sous sa forme actuelle, ne devient pas automatiquement le porte-parole des neuf autres provinces et des deux territoires. La rupture avec le Québec signifie la fin du Canada comme nous le connaissons aujourd'hui. Le présent gouvernement fédéral se trouverait d'ailleurs dans une situation plutôt paradoxale. Comment Jean Chrétien pourrait-il justifier son poste de représentant du reste du Canada alors qu'il provient lui-même d'un comté québécois ?

La position précaire du Premier ministre actuel ne représente cependant que la pointe des problèmes qui attendent le reste du Canada en cas d'une séparation du Québec.

Avec 99 des 220 sièges de la Chambre des communes, l'Ontario régnerait en roi et maître, et ce, au

grand déplaisir des provinces de l'Ouest. La région atlantique se retrouverait définitivement écartée du Canada central et de ses chances de se sortir de son marasme économique. De leur côté, les communautés francophones hors-Québec devraient tout simplement faire leurs adieux à la politique de bilinguisme officiel. Un renouvellement de la fédération canadienne devra être fait afin de s'adapter aux nouveaux besoins du Canada sans le Québec.

L'unité et l'homogénéité du reste du Canada, si bien imaginées par les québécois-es, fera donc rapidement place au régionalisme et à la zizanie au sein de l'espace canadien. Ottawa ne sera plus maître à bord, les régions détiendront le gros bout du bâton.

Le Québec nouvellement devenu souverain ne devra donc pas penser en terme de négociations avec un seul

Suite en page six

Nouvelles technologies et cinéma :

Gadget ou artistique ?

DOSSIER
Marie-Louise Gariépy

Branché ou non, on ne peut ignorer la révolution technologique qui s'opère sur notre planète. Le rêve de tout adepte de science fiction devient réalité : les années 90 sonnent le glas des distances et de la matière; et ce, grâce au développement de l'Internet, de l'infographie, du CD ROM et des réalités virtuelles.

« La promesse de l'animation par ordinateur c'est d'être capable de libérer complètement l'être humain des contraintes

Pour sa part, la communauté artistique québécoise commence sérieusement à s'ouvrir aux apports de la technologie. Le Nouveau festival du cinéma et de la vidéo a d'ailleurs été rebaptisé cette année le Nouveau festival du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies (NFCVNT). En juin dernier, le festival offrait donc différentes activités aux adeptes du multi-média, telles que des conférences sur l'Internet, une présentation de CD-ROM et les films lauréats du Forum international des nouvelles images.

Ainsi, ceux et celles qui ont fait un détour

par le monument national lors du Nouveau festival ont pu se sentir quelque peu baignés dans un monde de science fiction. Si pour cette première année, le volet technologique a su attiser la curiosité, il reste que l'étendue artistique de la programmation était faible. « Il n'y a pas tant d'oeuvres finies que ça à présenter. Il y a des prospectons technologiques et artistiques qui se font et on voulait ouvrir nos portes à ces prospectons », souligne Mme Boederer.

Reste que des films « branchés », il s'en fait de plus en plus. Par exemple, Georges Privet, chroniqueur cinéma du *Voir*, faisait état jeudi dernier de plusieurs grandes productions qui ne

seraient disponibles que sur CD-ROM. Toutefois ces films affichent une étiquette franchement commerciale.

Pour sa part, la communauté artistique s'intéresse-t-elle aux apports de la technologie au cinéma d'art ? « Dans le domaine artistique, on en est encore dans une période d'expérimentation. On ne peut pas dire que les images de synthèse aient modifié l'écriture artistique. Ce qui me semble avoir changé c'est qu'on a des outils qui transforment les procédures de travail. Tout le montage est imprégné par le montage virtuel. On peut penser qu'ayant plus de possibilités, le créateur aura plus de voies à explorer » explique Pierre Hénon, responsable de la compétition internationale Prix Pixel-INA.

Il est évident que les nouvelles technologies permettent déjà des innovations fascinantes. Par exemple, on peut aujourd'hui faire participer activement l'auditoire à l'évolution du scénario. D'autres applications permettent de réunir dans un univers virtuel deux personnes se trouvant dans deux pays différents. Et les vulgaires jeux vidéo de naguère donnent maintenant, grâce à la réalité virtuelle, des palpitations aussi fortes qu'un vrai tour de montagne russe.

Les créateurs et créatrices, malgré leur curiosité, restent souvent sceptiques devant ces nouvelles applications de la technologie. Peut-être est-ce la peur de voir le septième art se transformer. « Tous ces gens qui s'intéressent à ces technologies se questionnent sur ce qu'on va en faire. Jusqu'où peut-on créer des œuvres de contenu avec la technologie ? Il faut que ce soit différent d'une œuvre linéaire, mais il ne faut pas que ça devienne la technologie pour la technologie. Il faut que ce soit légitimisé par une réflexion artistique qui, selon certains artistes, n'est trop souvent pas là. » explique Segolene Boederer.

Ceux et celles qui développent ces technologies se défendent bien de planifier une révolution de l'image en mouvement. « Il faut faire la différence entre le médium et l'art. L'infographie est un nouveau médium. Est-ce une nouvelle forme d'art ? Non. La forme d'art qui en sort dépend beaucoup de l'artiste. Si on parle de l'impressionisme et du surréalisme comme étant deux formes d'art, on pourrait faire de l'impressionisme ou du surréalisme, en utilisant *Softimage*. La forme d'art, c'est aux usagers de la définir. Notre mission c'est de donner un outil de création le plus puissant possible qui permettra de faire des choses qui n'ont jamais été faites avant. » explique David Morin de *Softimage*.

La question demeure entière. Ne tend-on pas à sombrer dans une utilisation inutile de la technologie dans le seul but d'avoir l'air plus « branché » ? Ces technologies ne sont-elles pas devenues la chasse gardée des grandes productions commerciales ? Lorsqu'on pense *Softimage*, on s'imaginerait les dinosaures de *Jurassic Park*, les extravagances de *The Mask* et les translucides spectres de *Casper*. Pendant ce temps, les cinéphiles archaïques se plaisent à penser que les Fellini, Truffaut et Buñuel se seraient révoltés devant l'insipidité des fruits de cette haute technologie cinématographique.

Il y a quelques artistes qui se risquent à tâter le virtuel et l'infographie. Toutefois, rarement dépasse-t-on les frontières du déjà vu, rarement atteint-on un produit artistique carrément fascinant ou même dérangeant. Par exemple, l'exposition estivale que nous proposait *Image du futur* ressemblait davantage à un palais des gadgets qu'à un sommet de l'art moderne.

Le commercial y avait d'ailleurs une place de choix puisqu'on invitait le public à voter pour la meilleure publicité de télévision conçue à l'aide de techniques d'infographie.

Le film *La Cité des enfants perdus* est un autre exemple du manque de créativité qu'inspirent les nouvelles technologies. La promotion du film était entre autres axée sur l'utilisation qu'on avait faite des images de synthèse. L'univers dans lequel nous font pénétrer Caro et Jeunet, les réalisateurs, est certes original, mais n'a rien de fondamentalement différent des autres contes du genre qui n'utilisent aucune infographie. Bref, la technologie n'aura finalement servi qu'à recréer des puces savantes qui n'apportent aucun élément essentiel au film.

Il y a quand même quelques artistes qui semblent commencer à réaliser le potentiel des nouvelles technologies. Trop souvent, ces artistes œuvrent dans un milieu « techno-underground » fermé. Récemment, le Musée d'art contemporain rendait accessible au grand public une de ces créations purement artistiques. *Osmose* de Char Davis ressemblait à un vague mélange entre cinéma et sculpture, et ce, dans un univers totalement virtuel. Bien qu'imparfaite, cette œuvre faisait pénétrer le public dans un étrange univers frôlant l'ésotérisme et la science-fiction sans toutefois tomber dans le « kitsch » des pseudo-films cyber-punk.



La cité des enfants perdus : l'infographie au service de l'art ?

de la matière, c'est-à-dire qu'on pensera, qu'on rêvera à quelque chose et qu'on sera capable de le partager directement avec quelqu'un d'autre. L'espoir de l'infographie est donc de libérer le créateur des limites de la matière afin de lui permettre de passer son rêve directement. » explique David Morin, directeur des projets spéciaux à *Softimage*.

De la production à la diffusion, les nouvelles technologies risquent de redéfinir les lois qui régissent la création d'un film. Certaines personnes, qu'on taxe trop souvent de rêveuses, entrevoient déjà le jour où on pourra, à partir d'un ordinateur personnel, élaborer un film, en concevant des décors et une distribution virtuelle, pour ensuite le diffuser librement sur le réseau Internet.



The Mask : l'infographie au service du divertissement

Festival des littératures homosexuelles

BRÈVE
Marie-Violaine Boucher

La deuxième édition du Festival des littératures homosexuelles se tient depuis hier jusqu'à samedi prochain à l'UQAM. Vitrine pour les écrits explorant les réalités homosexuelles, le festival se veut avant tout un lieu d'échange entre auteur et auteures, lectrices et lecteurs.

Mis à part quelques incontournables de la littérature homosexuelle au Québec, notamment Michel Tremblay et Nicole Brossard, l'événement fait surtout place à des écrivains, écrivaines et poètes peu connus dont on pourra découvrir les écrits.

Des rencontres sous forme de tables rondes sont au programme, auxquelles des auteurs et auteures ont été conviés pour discuter de problématiques bien précises. Ainsi ce soir, mardi, il sera question des couples gais et lesbiens qu'on retrouve dans la littérature québécoise. Mercredi, la soirée est consacrée à Michel Tremblay, qui sera présent et qui se prêtera à une séance de signature de son dernier livre, *La Nuit des princes charmants*. Jeudi, aura lieu la mise aux enchères

d'œuvres qui ont été inspirées à quatorze artistes peintres par des textes d'auteurs québécoises. Ces œuvres seront d'ailleurs exposées, du 18 au 21 octobre, dans le foyer de la salle Marie-Gérin-Lajoie du Pavillon Judith-Jasmin. Nicole Brossard sera présente lors de cette soirée et signera elle aussi son dernier livre, *Baroque d'aube*. Toujours le même soir, une table ronde à laquelle participeront des femmes auteures portera sur la couleur des mots. Vendredi, les invité-es s'interrogeront sur la façon dont l'érotisme gai et lesbien est mis en scène dans la littérature. Enfin, la soirée de samedi sera dédiée aux auteurs-es morts du sida et cèdera la place aux poètes.

Parallèlement à ces rencontres, la pièce *Les Anciennes odeurs* de Michel Tremblay, mise en scène par Martin O'Neil et interprétée par Denis Gauthier et Claude Laverdière, sera présentée jeudi, vendredi et samedi à 20h00 dans la salle Marie-Gérin-Lajoie. Le coût des billets est de 5,00\$. □

Pour connaître l'horaire et l'emplacement de chacun de ces événements ou pour plus de renseignements, composez le 987-3039.

Mais le meilleur mariage entre art et informatique passe par le réseau Internet puisque de nombreux groupes de cinéma et de culture alternative s'y retrouvent. Les sites des stars américaines et les promotions du dernier film à la mode demeurent inévitables; mais, les groupes alternatifs y trouvent une place privilégiée. Pour s'en convaincre, il suffit d'aller faire un tour au site québécois de Vidéograph, le centre d'accès à la vidéo indépendante (<http://www.connectmmic.net/videograf/>). Il y a aussi le festival FIVA (The first festival of independent audio/visual arts) qui offre un festival audiovisuel interactif assez intéressant (<http://www.fivaonline.com>).

Il est évident que l'art et les nouvelles technologies peuvent faire très bon ménage. Avec le développement de l'Internet et de l'infographie, les spécialistes de l'image de synthèse prévoient une croissance exponentielle des créations qui savent lier art et informatique sans tomber dans le gadget.

Malgré tout, certaines personnes refusent encore de reconnaître l'importance du changement qu'apporte la technologie, et ce, même chez les artistes, dits d'avant-garde. Comme l'explique Segolene Boederer, « à toutes les époques, il y a des gens qui ont eu peur des nouvelles technologies. La meilleure façon de les démystifier c'est en ouvrant nos portes. On ne peut pas aller contre l'avancement des technologies. Ces dernières ne vont pas tuer le cinéma. Mais, il va peut être se transformer... » □

Le concert de la paix

Que la paix de Sri Chinmoy soit avec vous

CONCERT
Bianca Robichaud

En ces temps de guerre et de conflit, les messages de paix se font attendre. Montréal, ville de choix, a eu droit la fin de semaine dernière à la pacifique visite de Sri Chinmoy. Près de treize mille personnes se sont mobilisées pour assister à ce si publicisé *Concert de la paix*.

Les affiches orange et violet, retrouvées à chaque coin de rue, annonçaient ce spectacle comme étant le « concert d'une vie ». Ces

« propager l'amour à travers ses concerts gratuits et de rassembler le plus grand nombre de gens possible pour faire passer son message de paix. »

Il est clair qu'un de ses objectifs a été atteint : la foule qui assistait à ce concert était digne d'un groupe rock à la mode. Tous les styles et les âges y étaient représentés, allant du jeune hippie de 15 ans jusqu'à la mère de famille accompagnée de ses enfants. L'ambiance précédant le concert était empreinte d'enthousiasme et de curiosité, le tout accompagné d'une senteur

fameuse musique messagère d'amour et de paix, a été ce soir là la cause de bien des départs...

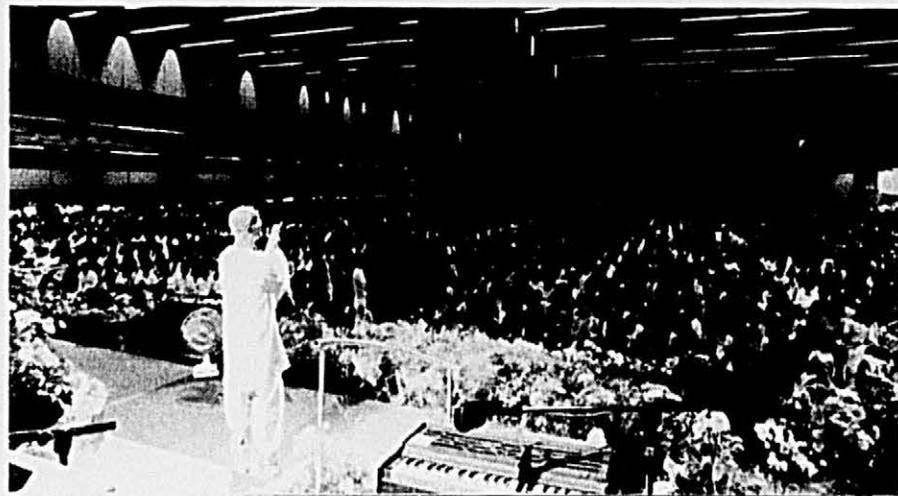
Sri Chinmoy est apparu en chancelant sur la scène avec comme seule idée en tête d'aller s'asseoir. Sans prononcer aucun mot à l'audience, il a commencé à jouer de sa panoplie d'instruments. Le public a donc pu découvrir un instrument nommé ocarina, suivi du esraj, suivi de la flûte de bambou, puis du synthétiseur et ce jusqu'à épuisement des « stocks ». Dès la première note de musique, quelques uns ont quitté la salle ;

d'autres, plus patients, ont attendu. La vague de départs s'est amplifiée lorsqu'il a délaissé la flûte pour commencer à chanter. La publicité avait bien prévenu que ce sage n'était pas un virtuose. Il est surprenant de constater à quel point cela s'est avéré !

Les amateurs et amatrices de musique n'ont sûrement pas été les seuls déçus, car

les adeptes de méditation ont certainement trouvé difficile de se concentrer dans une telle atmosphère. Ce concert se voulait être une séance de méditation, grâce à laquelle le public aurait pu expérimenter une « plénitude intérieure ». Le résultat a plutôt été un jeu de chaise musicale entre les personnes quittant le spectacle et celles désireuses de se rapprocher de l'être divin. Le mouvement de va-et-vient était constant, si bien qu'il était presque impossible de se concentrer sur ce qui se passait sur la scène.

Encore une fois, Sri Chinmoy a réussi à déplacer une foule pour ne lui offrir qu'un spectacle de fumée sans base profonde. Si message il y avait, plusieurs personnes sont sûrement partis sans l'avoir perçu. La barrière créée par l'usage exclusif de l'anglais et de l'hindi a certes contribué à cette incompréhension quasi-générale. Si sage qu'est cet homme, il n'a su percer le mystère du français pour pouvoir adresser quelques politesses à son public montréalais. Sri Chinmoy sera certainement de retour dans les années qui viennent, alors passons le mot et évitons que d'autres innocents et innocentes soient bernés par leur désir de voir un messager de la paix. □



Le concert de paix de Sri Chinmoy à Montréal, en 1991.

dernières laissaient entrevoir un Sri Chinmoy lévitant dans le cosmos pour rendre hommage au 50^e anniversaire des Nations-Unies. Plusieurs personnes se sont donc laissées bernées par l'apparence sérieuse que la pseudo-participation des Nations-Unies donnait à ce concert. La gratuité de l'événement en a d'ailleurs attiré plus d'un, qui, dès les premières secondes du concert, ont vite retrouvé la porte de sortie !

« Sri Chinmoy se définit comme un poète, artiste, musicien et sportif passionné ». Né au Bengale en 1931, il demeure aux États-Unis depuis 1964. Ce 413^e *Concert de la paix* depuis 1984 a pour but de

d'encens qui flottait comme un fantôme de Woodstock.

La foule était si immense que la scène était invisible pour la majorité de l'audience. Un système d'écran géant avait été installé pour remédier à cet inconvénient. Ceux qui voulaient vivre une expérience de ressource directe avec Sri Chinmoy, ont malheureusement dû se contenter de son image projetée sur un de ces écrans, bien souvent cachés par une colonne. C'est toutefois la musique qui devait livrer ce message de paix intérieure. Fermer les yeux et se laisser imprégner de ce message céleste aurait dû contenter la foule. Le problème, c'est que cette

**Il pleut dehors. Il fait frette.
Il fait noir tôt... Pourquoi ne
pas faire un petit tour dans
notre bureau « tropical » où
la lumière de nos néons et la
chaleur font un heureux
ménage.
Réunion aujourd'hui à 17h30
au locale B-03 du centre
universitaire.**

503 ans de résistance et presque autant de solidarité

Rassemblement autochtone au Carré Phillips

NOUVELLE
Joey Laplante

PHOTO
David Ryther

A lors qu'aux États-Unis des célébrations marquaient le *Columbus Day* et qu'en Amérique du Sud le *Dia de la Raza* soulevait l'enthousiasme, à Montréal, l'anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique était souligné de façon plus apathique.

En effet, le 12 octobre dernier au Carré Phillips se tenait un rassemblement organisé conjointement par différents groupes ralliés à la cause autochtone. Sous le thème 503 ans de résistance, l'événement se voulait une occasion de rappeler aux gens les revendications des Premières Nations.

« Le but est de sensibiliser la population non-autochtone au problème, de créer un espace pour permettre aux autochtones de prendre la parole et de s'expliquer devant la population québécoise », explique Marc Drouin, porte-parole du Regroupement de Solidarité avec les Autochtones (RSA).

Toutefois, les organisatrices et organisateurs semblent avoir voulu donner un sens plus large au rassemblement. Les tracts distribués faisaient, entre autres, mention du combat que mène la communauté afro-américaine contre le racisme et pour des droits accrus.

« Lorsqu'on parle du 12 octobre, on veut

parler des conséquences de Colomb en Amérique sur de nombreux groupes de gens. Les autochtones, mais aussi les noirs qui ont dû subir l'esclavagisme à outrance amené par la colonisation », affirme M. Drouin.

Bien que les noirs et les autochtones font aujourd'hui bande à part dans leur combat, ces deux communautés ont, dans l'histoire, bataillé ensemble. « Au XVII^e siècle, partout en Amérique du Sud la société mironne, une sorte de contre-société, libre, composée d'esclaves fugitifs et d'autochtones, combattait de front commun le joug portugais et hollandais », mentionne le porte-parole du RSA.

La journée du 12 octobre semblait donc une occasion unique de recréer cette solidarité historique. Ainsi les plus de 300 membres du RSA sont en majorité non-autochtones. Le regroupement s'est formé il y a maintenant 5 ans, lors de la crise d'Oka. « À cette époque nous n'étions pas d'accord avec ce que le gouvernement faisait en notre nom, c'est pourquoi nous avons décidé de nous débarquer de cela et avons fondé le RSA », ajoute en terminant Marc Drouin. □



L'AEUM présente son mémoire

Suite de la une

l'aide financière gouvernementale ».

De plus, elle considère que l'éligibilité à l'aide financière gouvernementale pour les étudiants et étudiantes à temps partiel n'est pas suffisante sous la réglementation actuelle. « Nous devrions encourager notre main-d'oeuvre à améliorer ses compétences. », explique le mémoire.

Enfin, il est proposé de favoriser la coopération entre les universités, par la reconnaissance réciproque des crédits et qualifications obtenues (diplômes) dans les universités à travers le pays, par le partage des bibliothèques, l'obtention de diplômes inter-universitaires et la réalisation de programmes conjoints d'étude.

De plus, l'AEUM demande au gouvernement du Québec de combattre le gaspillage « en combinant certains de leurs achats [les universités] de biens et services:

les fournitures, les plans d'interurbains, les services de conciergerie et de sécurité ».

Le mémoire est le résultat de consultations auprès des conseils de facultés, du conseil de l'AEUM et de la population étudiante. Une quinzaine d'étudiants et d'étudiantes se sont présentés à la consultation publique sur les États-Généraux instituée par l'AEUM. « On a beaucoup discuté du rôle du cégep dans ces consultations » a souligné Nick Benedict, vice-président à l'externe de l'association. Il a expliqué que plusieurs propositions n'ont pas été retenues dans le mémoire à cause d'une trop grande divergence d'opinions entre les participant-es.

Par ailleurs, l'AEUM a été invitée par les commissaires des États-Généraux à participer à la deuxième étape du processus. « Notre taxe graduelle sur les diplômés, c'était nouveau pour eux, ils n'avaient jamais entendu parlé de cela. Ils ont trouvé ça intéressant » a mentionné Benedict. □

Le Reste du Canada

Suite de la page trois

intermédiaire comme Ottawa, mais plutôt avec plusieurs intermédiaires provinciaux ayant chacun des besoins particuliers. Si le Québec aura de la facilité à obtenir des ententes avec l'Ontario, sa situation sera différente avec l'Ouest. Ces provinces n'ont pas tissé les mêmes liens économiques avec le Québec et elles n'ont jamais entretenu beaucoup de sympathie envers la Belle province.

La mise en place des négociations pourrait aussi prendre beaucoup plus de temps que le souhaiteraient les tenant-es du OUI. Avant de s'occuper du Québec, le reste du Canada prendra bien soin de s'occuper de lui-même. Le temps perdu sera fort coûteux, plus particulièrement au Québec puisqu'il sera le dernier à obtenir sa part du gâteau à Ottawa.

Le reste du Canada demeure donc un élément incompris et surtout mal employé par la classe politique au Québec. Les Johnson et Parizeau feraient mieux de retourner à leur boule de cristal pour savoir ce que pense véritablement le reste du Canada... □

UQAM Ça sent le brûlé

BRÈVE
Jean-François Corbett

Plus de 150 personnes ont manifesté mercredi dernier à l'UQAM, réclamant la démission de Claude Garcia, président du conseil d'administration de l'UQAM. Rappelons que Monsieur Garcia avait déclaré publiquement qu'il faudrait que les forces fédéralistes « écrasent » les tenants de la souveraineté.

Campés devant les bureaux de l'administration, les manifestant-es ont finalement obtenu un entretien avec le recteur de l'UQAM, Claude Corbo. Celui-ci a simplement affirmé qu'il avait demandé à Claude Garcia de « réfléchir à ses paroles », ce qui, semble-t-il, n'a pas satisfait la foule. Le recteur a néanmoins refusé de prendre position sur le dossier, malgré le mécontentement d'une importante fraction de la communauté de l'UQAM.

En effet, les trois syndicats de l'UQAM, l'Association des étudiant-es du secteur de l'éducation de l'UQAM ainsi que l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communication de l'UQAM (AGEsshalcUQAM) ont uni leur voix pour exiger la démission de M. Garcia.

L'AGEsshalcUQAM prévoit la possibilité d'une nouvelle action étudiante à l'occasion du conseil d'administration qui se tient aujourd'hui. De plus, « les trois professeurs qui siègent au CA de l'UQAM demandent que la démission de M. Garcia figure à l'ordre du jour de la réunion », souligne Patricio Salgado, de l'AGEsshalcUQAM. « Il faut trouver une solution, ajoute-t-il. L'UQAM est présentement dans une position gênante par rapport aux autres universités et au monde de l'éducation. » □

Annnonce publique

La période de révision du recensement du Référendum du 30 octobre se termine aujourd'hui. Les étudiant-es sont encouragés à aller à leur centre de vote immédiatement afin de procéder à la révision de la liste de recensement.

Vous êtes en droit de voter si vous possédez la citoyenneté canadienne, si vous êtes âgés de 18 ans et plus, et si vous résidez au Québec depuis plus de 6 mois consécutifs. Si vous étiez absents du Québec pour l'été, vous devez être en mesure de démontrer vos liens antérieurs avec le Québec.

Pour plus d'informations, les adresses et heures de bureau de votre centre de vote sont disponibles au 1-800-461-0422 ou pour les mal-entendant-es au 1-800-537-0644.

Est-ce que le débat télévisé sur le référendum aura lieu? Rien n'est plus incertain. Cependant le colloque organisé par Sphère francophone qui réunit 6 politologues (3 pour le oui et 3 pour le non) se tiendra le 19 octobre 1995 entre 17hrs et 19hrs au Faculty Club, Venez nombreux!

La foire de livre 1995 de McGill, aura lieu le 18 et 19 octobre de 9hrs à 21hrs. Des milliers de livres, neufs et usagés, seront mis en vente à la salle Redpath. Entrée libre et générale.

Une réunion des femmes en sciences et en génie aura lieu mercredi 18 octobre à 19hrs, au Thompson House, situé au 3650 rue McTavish au 3^eme étage. Un court métrage d'une demi heure sera également présenté "A Web Not a Ladder" présentant le succès de six femmes d'affaire.

Le programme Hello Daily: Aidez quelqu'un à sortir de sa solitude. Un appel quotidien de dix minutes peut aider une personne seule à reprendre confiance. Le "West Daily Hello

Program" de Snowden et Côte St luc a besoin de votre aide. L'entraînement est assuré. Pour une entrevue appelez au 488-9163 poste 351.

La suivante est pour annoncé que le Reform Club de McGill organise la venue de "Manning at McGill". Elle aura lieu mardi le 17 octobre à la salle de bal de l'édifice Shatner de 13hrs à 16hrs. Vous êtes toutes les bienvenu-es, Preston Manning donnera probablement un discours qui sera suivi d'une période question réponse

The Classroom Partner Tutoring Project, un programme organisé par le Jewish Family Services du Baron de Hirsch Institute, est à la recherche de volontaires parlant français et hébreu. Beaucoup d'enfants dans les écoles juives auraient besoin d'aide pour améliorer leurs résultats scolaires. Un entraînement par des professionnels sera assuré.

Si cette offre vous intéresse, appelez Linda Wexler, coordonnatrice des bénévoles au 342-0000, local 228, aujourd'hui.

ANNONCES CLASSÉES

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. **Étudiant-es et employé-es de McGill** (avec carte): \$4.55 par jour, \$4.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. **Grand Public:** \$5.70 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. **VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL.** Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

3-AIDE DEMANDÉE

Students needed for "political attitudes" study. View a pre-taped debate & answer questions. Earn 12\$ for 1hr. Message Line 398-8219, Psych Dept. Supervisor R. Koestner Ph.D.

Models, actors, extras. Opportunities for all ages and sizes. Fashion, TV, print, film. 633-8605.

Earn free trips & cash!! Breakaway Tours is looking for motivated students, organizations & clubs to promote spring break & ski trips! Call Steeve 1-800-465-4257.

Direct sales force needed. Outgoing motivated people required for promotional sales. make money promoting Montreal's popular night clubs. Call 497-7471.

Jeunes entrepreneurs(euses) recherché(e)s. Expérience en affaires, gestion, vente ou enseignement préféré. Multilingue un atout. Rick Blatter M.Sc. 625-1352.

5-TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success to all students. WordPerfect 5.1. Term papers, resumés, applications, transcription of micro-cassettes. Editing of grammar. 27 yrs. experience. \$1.75/D.S.P. 7 days/week. Campus / Peel / Sherbrooke. Paulette / Roxanne 288-9638/288-0016.

McGill College/Sherbrooke quality word processing of term papers, theses, resumés, bilingual. Also diskette laser printing at 600 dpi. Ginette 848-0423.

Annonce classée dans le Daily: tarifs spéciaux pour la population étudiante de McGill et pour son personnel. Venez au B-07, Centre Universitaire.

6-SERVICES OFFERTS

Experienced editor/proofreader/ writer/tutor. Help with your student papers, theses, manuscripts, resumés translation Spanish/French/English. Call Marian 765-9804 7 Days/week

14-Avis

McGill Nightline open 9pm-3am a confidential and anonymous line. We offer listening, referrals and information. Call at 398-6246 398-MAIN.

GRIP-Québec. Période de remboursement. Tout-e étudiant-e voulant cesser d'être membre du GRIP pourra se présenter au 3647 rue Université, 10-31 octobre, 13-17h00, pour demander un remboursement de 3\$.

AU 2^{ème} COIFFURE

Étudiant-es de McGill
Demi jambe \$12 tx inc.
Faciale \$30 tx inc.
Pose d'ongle 30\$ tx inc.

Coupe et mise en plis
Homme 13\$ Femme 18\$/20\$

3414 Parc Ave. #220
coin Sherbrooke 843-6268

The JET Programme

On Wednesday October 18th, an information session about the Japan Exchange and Teaching (JET) Programme will be given at McGill University by the Japanese Consulate in Montreal in cooperation with the McGill Career and Placement Service. Guests from the Council of Local Authorities for International Relations (CLAIR) Tokyo will talk as will one Montreal area JET Alumni.

TIME: 2:00 - 4:00 PM

PLACE: Leacock Rm. 232

DATE: Wednesday October 18th, 1995

THE MCGILL DAILY Classifieds

3480 McTavish, Room B-07, Montréal, PQ H3A 1X9 • TEL: (514) 398-6790 • FAX: (514) 398-8318

PUBLICATION DATES

Circle the dates when you want your ad to appear. The Daily will only publish on the dates in bold:

September 1995

S	M	T	W	T	F	S
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30

October 1995

S	M	T	W	T	F	S
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

November 1995

S	M	T	W	T	F	S
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

December 1995

S	M	T	W	T	F	S
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

January 1996

S	M	T	W	T	F	S
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

February 1996

S	M	T	W	T	F	S
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29		

March 1996

S	M	T	W	T	F	S
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

April 1996

S	M	T	W	T	F	S
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30				

HIGHLIGHT YOUR AD (Change is for initial setup):

Boxed Ad	\$4.55
Bold text within ad	\$4.55
Larger type (10pt)	\$4.55
Headline (12pt bold)	\$4.55
Centered Text	\$4.55
Logo (line art only)	\$11.40
† First three words of ad made bold at no charge.	

CIRCLE A HEADING

- 1 - Housing
- 2 - Movers/Storage
- 3 - Help Wanted
- 4 - Help Available
- 5 - Word Processing / Typing
- 6 - Services Offered
- 7 - For Sale
- 8 - To Give Away
- 9 - Wanted To Buy
- 10 - Rides/Tickets
- 11 - Lost & Found *
- 12 - Personal
- 13 - Lessons/Courses
- 14 - Notices
- 15 - Volunteers
- 16 - Musicians
- 17 - Parking
- 18 - Miscellaneous

* Lost and Found ads are free.

GENERAL INFORMATION

All prices include taxes. Extra charges are for setup only.

McGill Students/Staff (with valid ID): \$4.55 per day, 3 or more days, \$4.00 per day

General Public: \$5.70 per day, 3 or more days, \$4.85 per day

There is a 150 character limit on ads. There will be a total charge of \$3.40 for any characters over the limit.

Ads may be placed in person or by mail and must be accompanied by a cheque or money order for the full amount of the ad. We cannot accept advertising by phone.

The Daily must be informed of any errors within two days of publication. The Daily's liability is limited to the cost of the ad. There are no cash refunds for cancelled ads. A credit will be applied towards future ads. Please keep your copy of this form as a receipt and for verification. Deadline for ads is 2 p.m., two working days before publication.

METHOD OF PAYMENT: CASH ☐ CHEQUE (MIN. \$20) ☐

TOTAL PER INSERTION:
X NO. OF INSERTIONS:
SUBTOTAL:

EXTRA CHARACTER CHARGE:
AD HIGHLIGHT CHARGE:
SUBTOTAL:

TOTAL (TAXES INCLUDED):

GST# 101246437 PST# 1006390583TQ001MK

Name: _____
McGill ID # _____
Address: _____
City: _____ Prov.: _____
Postal Code: _____ Phone: _____
Top Copy - Typesetting Copy 2 - Ad Office Bottom Copy - Client Receipt

Nouvelles solidarités au féminin

DOSSIER

Atim Leon, Anne Caporal et Stéphane Lambert

Conférence officielle de l'ONU

Les échos de la délégation canadienne

Après d'intenses négociations lors des rencontres préparatoires, les délégations gouvernementales présentes à la conférence étaient venues débattre les détails de la Plateforme d'entente. L'établissement d'un programme mondial visant à réaliser l'égalité des femmes d'ici l'an 2000 était généreusement affiché comme un souhait commun. Cependant, plusieurs éléments pèsent lourdement à l'encontre de ce dessein.

L'articulation et l'implantation de la Plateforme pour l'action sont apparemment laissées à la discrétion des gouvernements nationaux. Ces derniers ont la responsabilité de faire état de l'évolution de leur projet tous les trois à cinq ans alors qu'une commission onusienne sur le Statut de la Femme se réunit chaque année pour s'acquitter du paysage.

Mais on sait que 41 États membres des Nations Unies n'ont toujours pas signé la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que 6 l'ont signée sans la ratifier et que 43 l'ont ratifiée avec des réserves. On est donc en droit de se demander s'il n'y a pas, sans aller jusqu'à l'illusoire ingérence, de moyens plus efficaces pour faire respecter le droit des femmes. Aussi, au sujet du

travail des observateurs de l'ONU, Janette Burn, aux communications et relations extérieures du Secrétariat d'État à la Condition Féminine, fait remarquer que « ce n'est pas si rigoureux que ça, et c'est plutôt la pression des groupes de femmes à l'intérieur d'un pays qui fait la différence, pas l'ONU. »

Le plan canadien

De plus, l'efficacité du programme est complètement laissée au bon vouloir des autorités publiques. Du côté canadien, « à l'aube du XXI^e siècle », le plan fédéral pour l'égalité entre les sexes, a été présenté par la délégation. Mais, comme son nom l'indique, il n'échappe pas aux principes du fédéralisme.

Ainsi, certaines parties du plan tombent dans les champs de juridictions des provinces, obligeant de fait les gouvernements à s'entendre dans ce domaine. « Toutes les provinces étaient invitées à se joindre à la délégation mais seulement le Québec et le Manitoba ont accepté » a indiqué Janette Burn à ce sujet. Si dans un même pays, les droits des femmes ne savent pas s'uniformiser, force est de constater la faiblesse de la manœuvre. □

Plateforme pour l'action » est le document qui a été au centre des intenses discussions de la IV^e Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin entre le 4 et le 15 septembre. Ce texte est le fruit de deux ans de préparation et de négociations entre gouvernements. Il résulte aussi des contributions de certaines organisations non-gouvernementales (ONG) présentes.

Les délégations officielles ont produit un document politique, la Déclaration, où ils se compromettent à mettre en œuvre la Plateforme et à adopter transparence et perspective de genre dans leurs politiques nationales.

Parallèlement, les ONG ont tenu un Forum entre le 30 août et le 8 septembre, à Huairou non loin de Pékin. Celui-ci a rassemblé près de 30 000 femmes du monde entier pour arriver à un plan d'action commun. La présence des ONG était essentielle puisque par la suite celles-ci feront pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils tiennent leurs promesses.

Ces promesses portent sur la mise sur pied, d'ici l'an 2000, de politiques permettant un

développement égalitaire et des droits accrus pour les femmes. L'emphase est mise sur l'indépendance économique des femmes, l'accès à l'emploi, l'éducation et l'élimination des formes de violences faites aux femmes et fillettes.

Les pays du Sud ont, pour leur part, insisté fortement pour que le texte de la Déclaration lie développement économique et justice sociale. Cependant, les documents officiels font à peine état du nécessaire rééquilibrage de la distribution des richesses dont parle le Groupe des 77 (bloc des pays du Sud). Ces documents en appellent plutôt aux organismes internationaux tels la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International pour que ceux-ci viennent en aide aux femmes les plus démunies.

Alors qu'on estime que 70 p.cnt des pauvres dans le monde sont des femmes, 12 points critiques ont fait consensus à Pékin : pauvreté, éducation, médias de communication, accès aux services de santé, violence contre les femmes, effets des conflits armés, structures économiques, répartition des pouvoirs, droits humains, environnement, situation des fillettes et sphères d'influences. □

Entrevue

Le Forum des ONG

Françoise Davis, présidente de la Fédération des Femmes du Québec, s'est rendue à Pékin en septembre dernier afin de participer au Forum des organismes non-gouvernementaux. Elle a fait part au *McGill Daily français* du bilan qu'elle a tiré de cette expérience.

McGill Daily français : Quels étaient vos objectifs en allant à ce Forum ?

Françoise David : Je voulais rencontrer des femmes du monde entier, pouvoir discuter avec elles, voir si les problèmes des unes et des autres se rejoignent [...] quelles analyses on fait des problèmes que l'on vit et quelles stratégies on peut développer.

DF : Qu'est-ce qui vous a marqué le plus ?

FD : Deux choses, c'est deux consensus qui sont très forts chez les femmes du monde entier. Le premier, c'est qu'un des plus grands problèmes que confrontent les femmes du monde actuellement, c'est vraiment la pauvreté. Une pauvreté qui est due à des politiques gouvernementales, ainsi qu'à des politiques d'ajustement structurelles [...] qui forcent beaucoup de pays, en particulier les pays du tiers-monde à couper le peu qu'ils ont de programmes sociaux, à couper dans la fonction publique, dans la santé, dans l'éducation. Ceci a des effets désastreux pour les familles, les femmes et les enfants. Et dans nos pays du Nord, nous qui avons un certain nombre de programmes sociaux, c'est clair que ça provoque aussi un affaiblissement de ces programmes-là, des coupures etc.

Le deuxième consensus qui se dégageait, c'était la nécessité vitale de lutter contre la montée de la droite et la montée des intégrismes religieux et politiques. Ça c'était très frappant aussi bien au Sud qu'au Nord. Il y a un certain nombre de pays où les femmes vivent un recul, et les sociétés en général vivent un recul aussi au plan de la démocratie, [...] et pas si loin de nous. Aux États-Unis par exemple, on a le mouvement Human Life International qui est aussi, je crois bien, au Québec : ce sont des catholiques intégristes de droite [...] vous avez aussi le mouvement de M. Farrakhan qui va peut-être réussir à réunir un million de noirs [...] où les femmes ne sont même pas invitées à aller marcher, je



Françoise David

trouve que c'est le racisme à rebours, je trouve ça très dangereux.

Je trouve que d'en avoir discuté avec des femmes du monde entier, c'était intéressant parce qu'on voyait que ces deux questions-là, la pauvreté et la montée de la droite ça transcende les frontières, c'est partout.

DF : On a aussi dit que cette année, on a travaillé pour ne pas reculer, non pour avancer, par rapport aux accords réussis au Caire (Conférence sur la population), à Vienne (sur les droits humains) et à Rio de Janeiro (sur l'environnement). Quel est votre sentiment par rapport à ça ?

FD : Je trouvais que c'était très malheureux de penser qu'il fallait aller à une conférence simplement pour ne pas reculer. Finalement, mais sous toute réserve, [...] on a fait un peu mieux que ça. Par exemple, le fait de reconnaître les viols en temps de guerre comme des crimes de guerre, c'est important pas seulement pour punir les coupables mais aussi pour pouvoir accepter les victimes comme réfugiées politiques. Ça c'est quand même un gain qui est intéressant. [...] il y a des idées qui progressent malgré tout ; par exemple, le droit à l'orientation sexuelle a été discuté. [...] 36 pays ont finalement été d'accord avec le fait que ce soit discuté, alors

qu'à la dernière conférence il n'y en avait que 5 ou 6. Somme toute, on a au moins évité des reculs et on a fait de petites avancées dans quelques domaines.

DF : On fait remarquer, en Amérique latine, que les gouvernements avaient une attitude ambiguë. Dans certains dossiers ils avaient une position assez engagée, notamment dans le dossier de l'endettement. Par contre, en ce qui concerne les droits à l'avortement, par exemple, ils ont adopté une attitude beaucoup plus conservatrice. Quelle a été la position du Canada ?

FD : Pour ce qui est du Canada, ce que je retiens, c'est un peu le contraire de ce que vous venez de dire pour les pays d'Amérique latine. C'est-à-dire que le Canada dans le dossier des droits humains s'est bien comporté et dans le dossier économique, plutôt mal. Pour une raison très simple, c'est que le Canada applique ici-même dans notre pays des politiques de recul par rapport à la question des programmes sociaux et ça tout le monde le sait. Tout de suite après le Référendum, ce qu'on va voir, quelque soit son résultat, c'est le gouvernement fédéral revenir avec la Réforme Axworthy, donc le Canada aurait été très mal placé pour faire des déclarations au plan international pour dire « oui, on est conscient que les politiques néo-libérales ont des effets épouvantables sur les conditions de vie des femmes ! »

DF : Qu'est-ce que vous ramenez au Québec de ce forum là ?

FD : Je me suis dit qu'au Québec, avec la Marche des femmes contre la Pauvreté, on n'est pas en arrière des autres. On n'est pas en avant non plus. Je trouve qu'on se compare bien à tout le monde et qu'on ne se trompe pas non plus quand on dit que la pauvreté est un problème important. On s'entend là dessus partout dans le monde.

L'autre chose, c'est sur la montée de la droite [...] comment faire en sorte que les valeurs de la majorité soient respectées, tout en respectant des valeurs qui soient différentes, et dans la mesure où ces valeurs ne nous font pas reculer 50 ans en arrière. C'est problématique, cette question [...] l'importance de la solidarité internationale ne m'est jamais apparue si clair.

Mécontentement des peuples indigènes

La Plateforme pour l'action rédigée dans le cadre des conférences de Pékin n'a pas fait l'unanimité auprès de certains groupes de femmes présents lors du Forum des Organismes non-gouvernementaux (ONG).

Les politiques incluses dans cette déclaration ont un contenu plutôt progressiste ; néanmoins, les femmes indigènes présentes ont tenu à manifester leur mécontentement à son égard.

Par conséquent, elles ont signé leur propre « Déclaration 1995 de Pékin des Femmes indigènes » en réponse aux lacunes de la Plateforme pour l'action.

Ce groupe déclare y « soutenir avec unité cette Déclaration 1995 de Pékin des Femmes indigènes qui est le fruit de [leur] effort collectif de comprendre le monde et [leur] situation en tant que femmes indigènes, [y] critiquer l'ébauche de la Plateforme pour l'action et exprimer des revendications auprès de la communauté internationale, les gouvernements et les ONG ».

Selon ces femmes, des omissions ont été faites concernant les peuples et les femmes indigènes. Elles reconnaissent pourtant que la Plateforme a abordé de nombreux problèmes auxquels les femmes font face, qu'elle identifie notamment le fardeau persistant et grandissant de la pauvreté comme étant le problème critique numéro un.

Elles déclarent que « la Plateforme pour l'action n'est malheureusement pas assez critique face au Nouvel Ordre mondial ». De plus, elles accusent ce document de « ne pas reconnaître que la pauvreté est causée par ces mêmes nations puissantes qui les ont colonisées et continuent de recoloniser, d'homogénéiser et d'imposer leur modèle de développement et de croissance économique ».

Ce groupe de femmes reproche simplement à la Plateforme de ne pas avoir dénoncé, ou que trop vaguement, les effets néfastes de la libéralisation de l'économie. Elles considèrent cette dernière comme étant « une menace pour leurs droits à leur territoire, à leurs ressources intellectuelles et à leur héritage culturel ».

Ces femmes demandent donc dans leurs propositions et revendications que la communauté internationale « reconnaisse et respecte leur droit à l'auto-détermination, à la gestion de leur territoire, à l'éducation et à la santé. » Elles désirent également « l'arrêt des violations des Droits de la personne et l'arrêt de la violence envers les femmes indigènes » et réclament « qu'on leur assure une participation politique plus active ». □